

LE TEMPS

matières premières Mardi 08 avril 2014

La planète du négoce boude le sommet de la Cnuced

Par Pierre-Alexandre Sallier

La planète du négoce boude le sommet de la Cnuced Pas de géant du commerce, lundi, au Global Commodities Forum organisé à Genève par les Nations Unies à Genève. Le secteur y est pourtant interpellé sur la transparence de ses versements aux gouvernements

«Beaucoup ont répondu ne pas être intéressés, peut-être en raison des sujets abordés», s'interroge Kris Terauds, économiste à la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced). «Nous aurions pourtant souhaité compter sur l'intervention de responsables de grandes maisons établies à Genève, en particulier lors de notre session sur la transparence», regrette ce spécialiste des matières premières, associé à l'organisation du [Global Commodities Forum](#).

Lundi, pas un représentant des grandes maisons de négoce – dont les sièges sont situés dans un rayon de 5 kilomètres – n'a fait le déplacement au sommet des Nations unies dédié à leur activité. La semaine dernière, un demi-millier de leurs dirigeants avaient déboursé 3700 francs par tête – sans compter la signature, pour certains, de chèques de «sponsoring» – pour l'entre-soi organisé par le Financial Times dans un palace lausannois. La conférence onusienne compte, elle, sur la «générosité» de la République populaire de Chine.

Le géant du négoce Trafigura, qui dit avoir été invité la semaine dernière, prévoit d'être présent à la deuxième journée du forum. Chez Vitol – le plus grand négociant pétrolier – on ne retrouve pas trace d'un carton d'invitation. Une autre grande maison dit avoir été prévenue trop tard. «L'absence des entreprises du secteur est motivée par des questions d'agenda plutôt que par le thème de la conférence – il y avait de très nombreuses conférences dans la région et nous avons prévenu la Cnuced de ces conflits d'agenda», répond, de son côté, le GTSA, l'association du secteur.

Nombre d'interpellations, en particulier celles des représentants des Etats producteurs, resteront sans réponse. Un délégué afghan s'inquiète ainsi de l'influence des compagnies minières intervenant sur un gisement de cuivre à l'est de Kaboul. «La sous-évaluation systématique de la valeur des ressources exportées [de nos pays] par ces sociétés est un problème bien plus grave», lance le représentant de la Namibie. En ouverture de la conférence, le secrétaire général de la Cnuced, Mukhisa Kituyi, avait, quant à lui, souligné combien la corruption peut venir de la «sous-tarifcation des produits quittant le pays ou de la surfacturation des importations». Avant de rappeler que ces distorsions dans les prix coûtent à l'Afrique 38 milliards de dollars par an, sans compter les 25 milliards d'autres «sorties financières illégales». Soit davantage que l'aide et les investissements directs combinés reçus par ces pays. Un autre chiffre a circulé dans la salle de conférence. Sur 20 milliards de dollars de pétrole vendu par le Cameroun entre 1977 et 2006, moins de la moitié a été créditée au budget du gouvernement. Le reste? Pschitt.

En dix ans, les exigences de clarification se sont déportées des groupes miniers vers les commerçants de minerais. «Il est essentiel de pouvoir également exiger des négociants de rendre public ce qu'ils

paient à vos gouvernements», lance ainsi Peter Eigen, le fondateur de l'ONG Transparency International. Ce dernier appelle à ce que le cahier des charges dit ITIE – qu'il a contribué à mettre en place – soit aussi étendu au négoce. Cet ensemble de normes, aujourd'hui exigées des groupes miniers par trente-six pays producteurs, exige notamment «la divulgation de tous les paiements significatifs aux gouvernements».

Une mise à nu à laquelle les maisons de négoce disent ne pouvoir se soumettre. La majorité des ressources naturelles – pétrole en tête – étant vendues par les Etats, faire la lumière sur les conditions d'achats des cargaisons révélerait leurs secrets commerciaux. «Je ne vois pas ce que la publication – des mois plus tard, en fin d'année – de ces chiffres aurait d'ultrasensible», rétorque, en aparté, Alexandra Gillies, spécialiste de Revenue Watch, venue de New York.

Cet appel à la transparence serait également justifié par la difficulté des pays producteurs à s'insérer dans les «chaînes de valeur» complexes acheminant chaque produit de base vers le consommateur. «Rarement libre, le marché de chaque matière première est en général gouverné par des multinationales – distributeurs, transformateurs, négociants – dont l'influence s'imprime à tous les maillons de cette chaîne», relève Stefano Ponte, enseignant à la Business School de Copenhague, intervenant à la conférence.

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA